



GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

**Discours de Donald Kaberuka,
Président du Groupe de la Banque africaine de
développement,
au déjeuner de Nouvel an offert aux membres du Corps
diplomatique accrédités en Tunisie**

Tunis, le 17 janvier 2013

Excellence, Monsieur le Ministre de la Coopération internationale

Excellence, Monsieur le Doyen du Corps diplomatique,

Excellences, Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs,

Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations internationales,

Mesdames, Messieurs, en vos rangs et qualités,

À l'occasion de l'année nouvelle qui commence, je voudrais, avant tout, exprimer à chacune et à chacun de vous, ainsi qu'à vos familles, mes vœux ardents de santé et de prospérité.

Je le fais non seulement en mon nom personnel, mais aussi en celui du Conseil d'administration, de la Haute direction et de l'ensemble du personnel de la Banque africaine de développement.

À travers vous, je pense aux Souverains et aux Hauts responsables des Organisations que vous représentez ici en Tunisie. Je souhaite vivement que l'année 2013 nous permette de marquer de nouveaux jalons dans notre quête continue d'un monde de paix, de stabilité et de progrès partagé.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Il me plaît de relever et de saluer la qualité des relations de coopération et de partenariat qu'entretient la Banque avec vos pays et institutions.

Pour notre pays hôte, la Tunisie, dont les autorités et le peuple continuent d'œuvrer pour l'aboutissement de la transition, je veux leur renouveler le soutien actif de la Banque.

Dans le même esprit, j'adresse mes meilleurs vœux de réussite continue à la Côte d'Ivoire, notre pays siège, dont je salue les premiers fruits de la reconstruction économique et sociale.

Suite au regrettable incident qui a causé la perte de nombreuses vies humaines en ce début d'année à Abidjan, je tiens à exprimer ici notre profonde et sincère compassion.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Certes, nous sommes ici pour sacrifier à la traditionnelle présentation des vœux.

Mais l'occasion me paraît opportune pour évoquer avec vous les temps forts qui ont marqué l'évolution économique de notre continent durant l'année écoulée, ainsi que certains aspects de la vie de la BAD.

« La Banque et l'Afrique en 2013 »

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Avec votre permission, je voudrais, à présent, poursuivre mon propos en anglais.

Dans l'économie mondiale d'aujourd'hui, nous sommes tous liés les uns aux autres et interdépendants.

Le découplage n'est pas possible.

De ce fait, un ralentissement de 2 % de l'économie mondiale se traduit par une baisse de 1 % de la croissance annuelle de l'Afrique.

La crise actuelle et les inquiétudes concernant la reprise économique préoccupent tout pays africain.

Nous suivons avec un vif intérêt les efforts déployés par les pays riches pour restaurer la stabilité financière et raviver la croissance mondiale.

Nous saluons les stratégies adoptées par les grands pays émergents pour stimuler la consommation interne afin de compenser la baisse de la demande d'exportations.

Au moment où le monde est aux prises avec l'actuelle crise, de nouveaux pôles de croissance apparaissent comme une partie intégrante essentielle de la solution à la situation.

Avec une population de plus en plus nombreuse, jeune et en voie d'urbanisation, l'Afrique est la région qui se prête le mieux à l'investissement dans l'infrastructure, l'agro-industrie, les technologies de l'information, et j'en passe.

« Situation de l'Afrique »

Excellences, Mesdames et Messieurs,

L'Afrique a incontestablement fait preuve d'une résistance remarquable depuis le déclenchement de la crise en 2008.

Certains sceptiques soutiendraient que cette bonne tenue n'est qu'un feu de paille de plus, à mettre au compte des produits de base.

Ils auraient beau jeu d'avancer qu'à près de 1,9 billion de dollars, le PIB de l'Afrique ne représente que la moitié de celui de l'Inde et le quart de celui de la Chine.

Même le PIB de l'Afrique du Sud, dont l'économie est la plus grande du continent, ne représente, à 400 milliards de dollars, qu'à peu près la moitié de celui de la Turquie ou de l'Indonésie.

Cependant, faire l'éloge du nouveau dynamisme de l'Afrique ne veut pas dire méconnaître la pauvreté massive qui sévit sur le continent.

Reconnaître la dynamique nouvelle à l'œuvre en Afrique ne revient pas à masquer l'immense problème d'aggravation des inégalités croissantes, du chômage ou de l'exclusion, ni à perdre de vue le grand déficit d'infrastructures, l'insuffisance du capital humain et les problèmes de gouvernance et d'ordre institutionnel, qui entravent l'entreprise et l'investissement.

Vanter la nouvelle résilience de l'Afrique ne signifie pas passer sous silence ses vulnérabilités, internes comme externes.

Reconnaître que le taux de croissance économique de l'Afrique dépasse aujourd'hui son taux de croissance démographique n'est pas occulter le fait que le continent est un ensemble de 54 pays, divers par leurs ressources, leurs problèmes, leurs performances économiques et leurs perspectives d'avenir.

Célébrer l'excellente croissance économique de l'Afrique durant la décennie écoulée ne revient pas à méconnaître qu'au-delà de la croissance économique - assurément nécessaire -, ce qu'il faut à notre continent, c'est davantage la transformation économique.

Non, bien au contraire, nous sommes conscients de la nécessité de passer au niveau suivant.

Les dirigeants de l'Afrique et ses populations doivent se rendre compte de la nécessité de mettre en œuvre un programme plus large de transformation économique du continent, qui lui permettra de passer de la dépendance à

l'égard d'une poignée de matières premières à la production de produits élaborés et à la diversification de sa base de production, jusque-là étroite.

Aujourd'hui, je voudrais vous faire part de nos points de vue sur ce que les pays doivent faire pour atteindre le niveau suivant, et sur le rôle de la Banque à cet égard.

« Transformation économique »

Pendant la décennie écoulée, la Banque a œuvré à la réalisation de trois objectifs intimement liés, à savoir :

Premièrement, la création de richesses par la croissance économique, le commerce et l'investissement ;

Deuxièmement, la réduction constante de la dépendance à l'égard de l'aide étrangère à travers la mobilisation de ressources sur les marchés mondiaux de capitaux et l'amélioration de l'attractivité pour les investissements ;

Troisièmement, l'ouverture de notre marché intérieur considérable de 1 milliard de personnes, par le biais d'une intégration plus poussée, qui permettrait de tirer des dividendes de la démographie.

À cette fin, notre stratégie a été ancrée dans quatre domaines, à savoir :

- **La réduction du coût de faire des affaires ;**
- **La réduction des risques d'entreprise ;**
- **L'accroissement de la taille et de la diversité des marchés intérieurs de l'Afrique ;**
- **L'investissement dans le capital humain.**

Cette stratégie, nous la mettons en œuvre à travers quatre autres domaines d'intervention étroitement liés :

- **L'infrastructure, tant nationale que régionale, dans des secteurs tels que l'énergie, le transport et la connectivité ;**

- **L'intégration économique régionale, synonyme de levée des obstacles au commerce, qu'ils soient causés par l'homme ou physiques ;**
- **La promotion du développement du secteur privé ;**
- **L'enseignement supérieur, technique et scientifique.**

Mais nous avons parfaitement compris aussi que l'Afrique est en concurrence avec d'autres régions du monde pour l'accès aux capitaux.

La stabilité du continent est un préalable absolu à cette fin.

Notre mission nous fait obligation de réduire au minimum les risques d'entreprise pour les investisseurs, africains comme étrangers.

Étant donné que nous n'avons pas de mandat politique, notre rôle s'articule autour des actions suivantes :

- **Promouvoir la bonne gouvernance économique et l'édification d'institutions saines, ou l'émergence de ce qu'on appelle parfois des « États capables » ;**
- **Aider les États fragiles, notamment ceux qui sortent de conflit, à reconstruire leur économie et à se stabiliser dans un laps de temps d'environ six ans.**

C'est en gros ce que nous avons fait pendant la décennie écoulée.

Une récente étude indépendante réalisée à notre demande confirme la justesse de nos choix stratégiques.

Pour la prochaine décennie, dans le cadre de la consolidation de cette stratégie, l'infrastructure, qui représente 60 % de nos engagements, demeurera au centre de nos interventions.

L'infrastructure est au cœur de tout.

En effet, il n'est pas possible d'accroître les possibilités d'éducation pour notre jeunesse et de fournir des emplois, sans accès à l'électricité, au haut débit et à la connectivité.

Il n'est pas possible d'assurer la sécurité alimentaire et de s'élever dans la chaîne de valeur agricole, sans accès à une infrastructure de transport fiable qui permette de réduire les pertes après récolte.

Les villes africaines qui ne cessent de s'agrandir seraient inhabitables sans eau salubre, sans assainissement adéquat, sans approvisionnement fiable et économiquement abordable en électricité, et sans réseaux de transport en commun.

C'est la raison pour laquelle le guichet du secteur privé de la Banque a si rapidement pris de l'envergure et représente aujourd'hui 30 % des quelque huit milliards de dollars que nous engageons chaque année.

« Passer au niveau suivant »

Dans le cadre des efforts déployés pour réaliser ces priorités, nous devons nous attaquer à quatre nouveaux défis :

- Premièrement, soutenir une croissance inclusive et à base élargie en Afrique, tout réduisant les inégalités et en créant des emplois ;**
- Deuxièmement, fournir des financements pour le développement, à un moment où la situation budgétaire des pays donateurs est étreinte, et parallèlement, trouver d'autres sources de financement ;**
- Troisièmement, mettre les ressources de l'Afrique au service de son développement, qu'il s'agisse de ses ressources naturelles, de ses marchés financiers ou de ses ressources intérieures.**
- Enfin, face à l'épuisement du capital naturel, adapter nos économies au changement climatique et saisir les opportunités offertes par l'économie verte.**

Étant donné la diversité de l'Afrique, nous adaptons notre approche à chaque pays en tenant compte des atouts et dynamiques spécifiques de chaque région.

Par souci de simplicité, qu'il me soit permis de classer les pays du continent cette fois-ci en cinq catégories, à savoir :

- La région d'Afrique du Nord ;
- Les pays à revenu intermédiaire ;
- Les pays riches en pétrole et en gaz ;
- Les pays à faible revenu d'Afrique subsaharienne ;
- Les États fragiles, y compris ceux qui sont en situation de conflit ou qui sortent de conflit.

« Afrique du Nord »

Premièrement, permettez-moi de parler de l'Afrique du Nord.

Il s'agit d'une région dotée de ressources naturelles, avec une croissance démographique rapide, des taux de chômage élevés et un degré très limité d'intégration régionale. La région traverse aussi une transition historique délicate.

Les transitions de ce type sont fort prometteuses d'un grand avenir, mais elles ont aussi un lourd coût économique à court terme.

Les effets combinés du ralentissement de l'économie mondiale et de l'affaiblissement de la performance intérieure vicient les fortes attentes sociales, au moment où les paravents et coussins économiques internes sont déjà extrêmement érodés.

Tous les défis que j'entrevois dans cette région tournent autour d'un seul impératif : l'emploi, encore l'emploi et toujours l'emploi.

Ces défis sont : la stabilisation macroéconomique, la mise en place de filets de sécurité bien ciblés en faveur des pauvres, la définition d'une orientation stratégique à long terme cohérente, et la mise en œuvre de réformes orientées vers la croissance.

Au lendemain d'une révolution, le rétablissement de la confiance prend du temps.

C'est un défi dont nous connaissons l'ampleur dans toutes ses dimensions : politique, sociale et culturelle.

Pour le relever, il faut mettre rigoureusement en œuvre les accords conclus avec les institutions financières internationales (IFI).

En ce moment même, le Gouvernement égyptien est en pourparlers avec les IFI, y compris la BAD.

Je me félicite des progrès réalisés dans ces négociations ainsi que de la détermination du Gouvernement égyptien à aller de l'avant.

De même, j'aimerais saluer la solide coopération entre les IFI et la Tunisie ainsi que le Maroc.

Je le sais : certaines mesures et politiques nécessaires ne sont pas faciles.

Mais, pour être probablement impopulaires sur le court terme, elles n'en sont pas moins indispensables.

L'Afrique du Nord représente 48 % de notre portefeuille total.

Il s'agit essentiellement, en l'occurrence, du Maroc, de l'Égypte, de la Tunisie et de la Mauritanie.

La Libye et l'Algérie demeurent des membres non emprunteurs de la Banque.

Nous avons accompagné cette région dans sa transition depuis le début, et nous avons fourni un appui budgétaire important à la Tunisie, et nous devrions continuer à le faire.

Au cours des trois dernières années cruciales de tourmente, nos approbations totales en faveur de cette région se sont élevées à 5,1 milliards de dollars.

« Grands pays à revenu intermédiaire ouverts »

La deuxième des cinq catégories de pays de mon classement est celle des pays émergents, qui sont très ouverts et qui sont bien intégrés aux marchés internationaux, à savoir l’Afrique du Sud, le Maroc, Maurice, la Namibie et quelques autres encore.

Ce sont des économies qui pâtissent des turbulences de l’économie mondiale, à travers la diminution des investissements de portefeuille, des échanges commerciaux, de l’investissement direct étranger et des flux touristiques.

Ces économies ont enregistré une performance relativement plus lente, du fait de la morosité de l’économie mondiale.

Dans cette catégorie de pays, les principaux enjeux portent sur la mise en place en place de politiques contracycliques à court terme, et sur la mise en œuvre de réformes structurelles et la promotion de la compétitivité, à plus long terme.

Comme dans le cas des pays d’Afrique du Nord, chacune de ces économies doit s’attaquer à des défis liés à des inégalités criantes, à la création d’emplois et à l’éducation.

« Pays riches en pétrole et en gaz »

J’en viens maintenant à la troisième catégorie de pays, celle des pays riches en pétrole et en gaz.

Que ce soit en Afrique du Nord ou en Afrique subsaharienne, de nombreux pays sont bien nantis en ressources naturelles, et l’on enregistre de nouvelles découvertes.

En dépit du ralentissement mondial, les cours et les volumes des exportations se maintiennent à des niveaux historiquement élevés.

Cette situation a fait tomber une manne substantielle en faveur des pays producteurs, les hissant, statistiquement parlant, au rang de pays à revenu intermédiaire.

Afin de favoriser une croissance à base élargie, ces pays doivent maintenant assurer une gestion judicieuse de leurs revenus, diversifier leurs économies, construire des infrastructures et investir dans le capital humain.

Le fameux « syndrome hollandais » est plutôt la conséquence de mauvaises politiques.

Il ne relève aucunement de la fatalité.

À travers des instruments tels que la Facilité africaine de soutien juridique, la Banque fournit des conseils et un appui allant de la négociation de contrats à la définition de modèles de gestion du secteur du pétrole et du gaz.

Je remercie les gouvernements qui apportent des contributions à cette facilité et j'invite ceux d'entre vous en mesure de le faire à leur emboîter le pas.

« Pays à faible revenu d'Afrique subsaharienne »

La quatrième catégorie de pays de mon classement est constituée de pays en développement d'Afrique subsaharienne, désormais considérés comme les nouveaux marchés frontières.

Ici, nous avons un tableau général d'endurance liée à la mise en œuvre de politiques saines, à une demande interne robuste et aux exportations vers les marchés émergents.

Dans cette partie de l'Afrique, il est projeté une croissance pouvant aller jusqu'à 5,25 % en 2013.

Si l'Afrique du Sud est momentanément exclue, la croissance est en fait supérieure à 6 %.

Toujours est-il que les inégalités, l'exclusion et le chômage demeurent un sujet de préoccupation.

De même, certains pays sont confrontés à une inflation de plus en plus élevée et à l'épuisement des réserves, en raison de la flambée des prix des produits alimentaires et pétroliers.

Bon nombre d'entre eux ont fait leurs débuts sur les marchés de capitaux. Et la réponse a été favorable.

Les règles du jeu pourraient en être changées, à condition de bien déployer les ressources et de renforcer la gestion de la dette.

Ces pays sont exposés à un large éventail de chocs exogènes, à l'incapacité du système multilatéral de parvenir à un accord sur le commerce et, plus inquiétant encore, un accord sur le climat.

La majeure partie de l'Afrique vit des fruits de son environnement. Le financement de l'adaptation est manifestement insuffisant, et les négociations sur le financement du climat sont malheureusement lentes.

C'est un problème grave pour tous les pays, mais en particulier pour le pays à faible revenu, dont le développement est étroitement lié à la nature.

« États fragiles »

La dernière catégorie de pays de mon classement est celle des États fragiles. Il s'agit d'un groupe de pays africains où les progrès restent aléatoires et, dans certains cas, la pauvreté s'accroît.

Grâce à un guichet dédié du Fonds africain de développement, la Banque a pu venir en aide à ce groupe de pays.

Les bénéficiaires de cette aide ont été les États fragiles et les pays sortant de conflit. C'est le cas du Mali, de pays des Grands Lacs, d'Afrique centrale, du

Groupe du fleuve Mano, et, nous l'espérons pour bientôt, de la Corne de l'Afrique.

De fait, nous venons à peine de déployer un programme sans précédent en faveur de la Corne de l'Afrique.

Dans le cadre de ce programme, les organismes humanitaires spécialisés subviendront aux besoins d'urgence à court terme, tandis que nous veillerons, pour notre part, à développer la résilience à long terme.

La semaine dernière, j'ai rencontré les nouveaux chefs de la Commission de l'Union africaine et de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique au siège de l'UA à Addis-Abeba.

Nous avons examiné ensemble comment renforcer notre coopération à ce sujet et sur de nombreux autres enjeux.

C'est le lieu de dire toute notre gratitude à ceux de vos pays qui sont membres du Fonds africain de développement et y contribuent régulièrement.

Le Fonds africain de développement est l'outil que nous avons déployé au fil des ans pour financer le développement de l'infrastructure, renforcer la riposte au changement climatique, intégrer les économies, accroître la sécurité alimentaire et développer le capital humain dans les 39 pays à faible revenu éligibles.

Le mois prochain démarre le processus de mobilisation des ressources du Fonds pour les trois prochaines années.

Je n'ignore pas les défis budgétaires du moment.

Je reste, malgré tout, persuadé qu'à peine deux ans avant la date butoir de 2015 fixée pour les OMD, nous pouvons fournir un effort spécial pour permettre à la Banque de poursuivre son mandat de transformation de la vie de millions d'habitants de notre continent.

« Retour à Abidjan »

Je voudrais, avant de conclure, aborder nos préparatifs pour le retour à Abidjan, notre pays siège.

Cela fait 10 ans que nous bénéficions de l'hospitalité tunisienne.

Le peuple et le gouvernement tunisiens n'ont ménagé aucun effort pour permettre à la Banque de s'acquitter de sa mission.

Nous leur en serons éternellement reconnaissants.

Comme je vous l'ai déjà indiqué l'année dernière, maintenant que la situation se normalise en Côte d'Ivoire, nous préparons notre retour.

Dès que nos gouverneurs auront donné leur feu vert lors des Assemblées annuelles de Marrakech en mai, l'opération se mettra en branle progressivement.

La sécurité, le bien-être du personnel et la continuité des activités revêtent pour nous une importance primordiale.

Vous avez affaire à une institution résiliente, et je vous assure que l'opération sera menée avec beaucoup de professionnalisme.

Il y a lieu d'être fier de la Banque que nous avons bâtie ensemble. Une institution qui sait ce qu'il faut faire : qu'il s'agisse d'opérer des choix stratégiques, de réagir face aux crises ou de se positionner par rapport à l'avenir.

Malgré la crise financière, la Banque africaine de développement demeure très solide.

Il vous plaira de noter que le revenu de la Banque, sa liquidité et sa capacité à supporter le risque demeurent solides.

Elle a également conservé sa note triple A, ce qui est une réalisation de taille, qui n'aurait pas été possible sans le soutien de vos pays, actionnaires de la Banque.

Je saisis une fois de plus cette occasion pour vous présenter mes meilleurs vœux pour l'année 2013. Je me réjouis à la perspective de la poursuite de notre excellente coopération pendant les mois et les années à venir.

Je vous remercie de votre aimable attention.